

Questions orales

[Français]

ON DEMANDE SI DES REPRÉSENTANTS ÉTUDIANTS POURRONT ASSISTER À LA PROCHAÎNE RENCONTRE DE LA SAINT-VALENTIN

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, si je comprends bien le ministre, maintenant, strictement des groupes nationaux de «lobby» sont pour lui des représentants légitimes des étudiants.

Actuellement il y en a près d'un millier qu'il refuse de rencontrer et, supposément, comme son chef le disait, il fallait être généreux, ouvert, accessible... L'honorable ministre peut-il assurer qu'avant que des discussions soient tenues sur des coupures au niveau de l'éducation postsecondaire, des représentants étudiants seront consultés au moment de leur rencontre de la Saint-Valentin?

En fait, est-ce que le ministre peut s'assurer que des représentants étudiants pourront assister à la réunion à titre d'observateurs afin de s'assurer que leurs intérêts soient bien défendus?

[Traduction]

L'hon. Walter McLean (secrétaire d'État): Monsieur le Président, je ferais peut-être bien de rappeler au député, qui a fait partie du gouvernement, que ce n'est pas mon parti qui s'en est pris au secteur de l'enseignement postsecondaire en lui imposant unilatéralement le programme des 6 et 5 p. 100. Et ce n'est pas mon parti non plus qui n'a consulté ni les universités, ni les étudiants, ni la direction ou les professeurs des universités. Qu'il sache bien que j'ai déjà rencontré les dirigeants des universités, l'Association canadienne des professeurs d'université et les associations nationales d'étudiants et que je vais poursuivre les démarches dans le sens dont le premier ministre a parlé.

* * *

● (1430)

L'ÉCONOMIE**L'EXPOSÉ ÉCONOMIQUE—L'INCIDENCE DES COMPRESSIONS**

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Il vient de répéter à la Chambre que les compressions budgétaires et les hausses d'impôt, que le ministre des Finances a annoncées il y a quelques jours, auraient pour effet d'augmenter le nombre d'emplois au Canada. Il a dit, comme son ministre des Finances, que cela amènerait des investissements et provoquerait la croissance.

Ma question est éminemment sérieuse, étant donné ce qui s'est passé en Colombie-Britannique lorsqu'on a appliqué un tel programme. Le premier ministre m'expliquerait-il les résultats suivants? Je vais lui donner des chiffres précis en lui demandant de traiter la Chambre avec sérieux et de répondre à ma question. Quand les ministres du gouvernement de la Colombie-Britannique ont présenté leur budget, ils prévoyaient que le taux de croissance augmenterait de 6 p. 100. Or, il a diminué de 0.1 p. 100. On y annonçait une hausse des investissements de 15 p. 100; ces derniers ont baissé de 5 p. 100. L'emploi devait augmenter de 4 p. 100; les dernières prévisions annoncent une chute de 0.9 p. 100. Avant-hier, le ministre des

Finances de la Colombie-Britannique a déclaré que le déficit de sa province dépasserait les prévisions. Comment le premier ministre peut-il croire que son programme de compressions et de hausses d'impôt aura de bons effets au Canada alors que celui de la Colombie-Britannique a été carrément catastrophique?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, les faits que mon collègue vient de rapporter sont exacts, je n'en disconviens pas. Mais dans sa question adressée à un gouvernement national capable d'influencer la politique fiscale et monétaire, il manque cet élément intangible qu'on appelle la confiance, celle des investisseurs et celle des consommateurs.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Je sais que la «confiance» est une notion incompréhensible pour les socialistes, et pour cause. Toutefois, il s'agit là d'un facteur très important qui va susciter, de la part du secteur privé, la même collaboration qui se dessine actuellement entre les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral, en vue de créer des emplois. C'est ce nouveau climat d'impartialité, de franchise et de collaboration qui nous procurera les emplois dont nous avons besoin.

Des voix: Bravo!**L'ÉCONOMIE PROVINCIALE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE**

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, le premier ministre a parlé de redonner confiance aux hommes d'affaires et, pour ma part, je trouve que l'idée a du bon. Par ailleurs, le groupe à qui il fait appel et qui affirme maintenant que son programme est merveilleux disait la même chose à propos des projets de M. Bennett au départ et il a changé d'avis depuis.

Je voudrais que le premier ministre me dise ce qu'il pense des faits suivants. L'autre jour, le président du Conseil des hommes d'affaires de la Colombie-Britannique a dit à propos du programme provincial qu'il n'avait pas relancé l'économie. Le président de la Certified General Accountants Association of British Columbia, qui approuvait le programme auparavant, a maintenant pu constater ses résultats et il a dit que la Colombie-Britannique court à la catastrophe. Il conseille à ses clients du secteur des affaires de quitter la province. Pourquoi devrions-nous écouter le premier ministre si les hommes d'affaires de la Colombie-Britannique considèrent le programme comme un véritable désastre?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Je n'ai jamais compris pourquoi le NPD se complait dans le pessimisme. Il se réjouit des malheurs des autres. L'économie de la Colombie-Britannique est entièrement basée sur ses richesses naturelles. Elle a connu une récession, surtout à cause des mesures prises par le gouvernement libéral, et elle a traversé une période difficile, comme tout le monde le sait.

Nous nous efforçons, du mieux possible, de mettre en place une structure susceptible d'inspirer la confiance du secteur privé et nous voulons obtenir la collaboration des syndicats et des gouvernements provinciaux pour coordonner nos initiatives afin de créer les emplois qu'un Canada fort et uni peut créer. Voilà ce que nous comptons faire.